

l'UQAM

Vol. XIII n° 13 – 6 avril 1987

Université du Québec à Montréal

SOMMAIRE

Deux nouveaux docteurs uqamiens	3
Le GRID en survol	4
Financement: requête de l'UQAM	6-7
Trois colloques à venir	8
Parutions	9-10-11
Prêt-à-partir?	12

Négo SCCUQ-UQAM: blocage total!

Les positions du Syndicat des chargés-es de cours au 3 avril, après deux semaines de conciliation: rejet en bloc des offres patronales par l'assemblée générale.

Selon le président Robert Tremblay, «la seule ouverture de la part de l'UQAM s'exprime sur le mode interrogatif: *Penseriez-vous qu'il serait bien que la charge de travail d'un chargé de cours soit équivalente à celle d'un professeur?* Or, c'est déjà écrit – et mieux libellé! – dans notre convention. Loin d'être une ouverture, c'est

un recul! La grève se poursuit jusqu'à ce que nous obtenions pleine satisfaction à nos demandes.»

Le SCCUQ annonce que 3 000 employés de soutien, étudiants et professeurs ont signé une pétition d'appui à ses revendications.

De son côté, la direction de l'UQAM affirme, par voie de communiqué, que l'intransigeance de la part du SCCUQ a conduit le conciliateur à déclarer l'impasse.

La Caisse populaire de l'UQAM sera liquidée

Ce 31^e jour de mars 1987, à l'assemblée extraordinaire des sociétaires de la Caisse populaire de l'Université du Québec à Montréal, «il est proposé de décréter la liquidation de ladite Caisse et que la Corporation de Fonds de sécurité de la Confédération soit nommée – et elle l'est par les présentes – liquidateur».

Le vote est pris. Au secret. Le décompte: OUI à la liquidation par 54 voix. Contre: 8. Bulletins rejetés: deux.

La Caisse populaire de l'UQAM a vécu. L'avis prochain de la liquidation dans la Gazette officielle de Québec sanctionnera sa mort juridique. Comme si l'Université venait de perdre un morceau d'âme, la tristesse, voire un sentiment d'échec se lisaient sur les visages des sociétaires: étudiants, employés de soutien, professeurs, cadres, dirigeants actuels

et passés de la Caisse. Ils étaient venus nombreux dans la salle AM-050. Mais plusieurs avaient dû quitter avant le vote, car l'assemblée se prolongeant, il fallait retourner au travail.

Pourquoi fermer la Caisse, partie intégrante de la vie universitaire depuis la fondation de l'UQAM en 1969? Les motifs allégués par les représentants de la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec: le déficit accumulé d'au-delà d'un million, l'échec des tentatives de fusion avec d'autres Caisses, l'échec de la relance de 1983.

Qu'advient-il des sociétaires? Chacun des 3 800 membres sera rejoint par écrit. Il lui sera loisible de faire effectuer sans frais le transfert de ses comptes dans une Caisse de son choix, où il devra se munir d'une autre carte de guichet automatique (NIP). Quant au dépôt-salaire, tout sa-

larié peut choisir la Caisse ou la banque qu'il voudra. Deux guichets automatiques seront maintenus sur place au pavillon Aquin, en vertu d'un bail de cinq ans avec l'UQAM. À l'étude: l'ouverture possible de guichets dans d'autres pavillons. Les opérations courantes se poursuivront à la Caisse jusqu'à la fin des étapes de liquidation, ce qui prendra pour le moins plusieurs mois.

Le sort du personnel syndiqué de la Caisse? À l'assemblée annuelle qui précéda immédiatement l'assemblée extraordinaire, les sociétaires ont proposé que la direction de la Caisse de l'UQAM ait le mandat de trouver des emplois ou d'indemniser les salariés et salariées, avec l'aide d'autres instances dont le Mouvement Desjardins. Adopté massivement moins une abstention.

Triomphe pour l'équipe de ski alpin



Voir page 3

Un programme conjoint, unique au Québec

Doctorat en sciences des religions: ouverture prévue pour septembre

Le Conseil des universités a tout récemment donné son accord: l'UQAM aura son doctorat en sciences des religions. Elle n'attend que le signal du ministre Ryan, qui a le dossier en mains, pour lancer officiellement le programme. L'ouverture est prévue pour septembre prochain. Ceux qui ont piloté le projet, M. Louis Rousseau en tête, sont évidemment très heureux.

Dans le contexte actuel de difficulté économique, peu de programmes de cette envergure ont le feu vert du Conseil. C'est d'ailleurs en partie pour minimiser l'ensemble des coûts, financiers et humains, que le Conseil a demandé à l'UQAM de s'associer dans son projet à une ou plusieurs universités québécoises.

L'UQAM s'est spontanément tournée vers l'Université Concordia avec qui elle a développé des liens privilégiés depuis des années. Il faut dire que Concordia, comme l'UQAM, a une approche non confessionnelle – non théologique – du religieux.

Le nouveau programme de doctorat en sciences des religions, mené conjointement par l'UQAM et Concordia sera multidisciplinaire et largement ouvert, souligne M. Rousseau. «Une attention particulière sera portée aux relations existant entre la religion et les autres aspects de la culture et de la société, et surtout aux rapports existant entre éthique et religion».

Quatre concentrations

L'Université Concordia, qui dispense un programme de doctorat «in religion» depuis 13 ans, maintiendra ses deux concentrations dans les domaines de l'éthique comparée et des études juives. S'ajouteront les deux champs de recherche plus spécifiques aux sciences religieuses de l'UQAM: *théorie de la religion et religion au Québec*. Le nouveau programme permettra donc aux étudiants de choisir entre quatre concentrations d'étude.



Louis Rousseau

De l'avis du Conseil des universités, un tel programme conjoint, qui met à contribution l'expérience et les héritages conjugués francophone et anglo-saxon, «est appelé à devenir le seul au Québec où l'on applique un nouveau modèle de l'enseignement religieux».

Pour l'UQAM, c'est un point de fierté, mais aussi un défi, estime M. Rousseau. «Il faudra s'ajuster – surtout dans le quotidien – faire en sorte que les étudiants et les professeurs des deux institutions établissent une collaboration dans le vrai sens du terme.»

Un début en douceur

Au départ, l'UQAM ne cherche pas à rejoindre une très forte clientèle pour son programme de doctorat en sciences des religions. «Nous voulons débiter en douceur, dit M. Rousseau. Faire une sélection sévère, tout en ouvrant nos portes à des étudiants de diverses disciplines des sciences humaines (philo, socio, histoire, psychologie...), non seulement à nos étudiants en sciences religieuses.»

M. Louis Rousseau, responsable du projet de doctorat pour l'UQAM, et directeur des études avancées en sciences religieuses, recevra toute demande d'étudiant concernant le programme, ses champs de spécialisation, ses exigences, ses conditions d'admission, etc. On peut le rejoindre par le biais du secrétariat, au 282-4497.

Conseil d'administration

À sa réunion régulière du 24 mars, le Conseil d'administration a:

- nommé M. François Carreau au poste de doyen des études avancées et de la recherche à compter du 1^{er} avril;
- recommandé le renouvellement du mandat de messieurs Fernand Daoust et Pierre Goyette comme membres du CA représentant le milieu socio-économique;
- recommandé la nomination d'une personne représentant le milieu socio-économique au CA pour remplacer M. Raymond A. Reid;
- approuvé une modification au bail signé avec la Société Immobilière Trans-Québec concernant le taux de loyer de la Place-Dupuis pour la période du 1^{er} août 1986 au 31 juillet 1988, et a demandé au MESS d'assumer le coût complet du bail renouvelé;
- attribué à la firme Construction Empire Inc. le contrat d'agrandissement de la cafétéria centrale du pavillon Hubert-Aquin;
- approuvé l'implantation de modifications à des programmes de maîtrise et de doctorat et à des répertoires de cours;
- autorisé quinze postes de remplacement de professeurs pour l'année 87-88;
- procédé, sur recommandation de la commission des études, au renouvellement et à la nomination de vice-doyens, directeurs de département et directeurs de module;
- approuvé la modification de

politiques d'admission pour les programmes de baccalauréat en sciences comptables, certificat en gestion du personnel et des relations de travail et certificat en gestion de la main-d'oeuvre pour l'année 87-88;

- approuvé des ajustements au Programme d'aide financière aux chercheurs et aux créateurs (PAFACC);
- procédé à la répartition de dix nouveaux postes de professeur régulier pour l'année 87-88;
- adopté les exigences de qualification d'enseignement des chargés de cours pour l'année 87-88 pour les départements des sciences de l'éducation et de kinanthropologie;
- reçu le rapport de l'administrateur délégué du département de physique, et adopté des re-

commandations à ce sujet et a prolongé la tutelle de ce département jusqu'au 31 décembre 87;

- adopté des modifications au Règlement des études de premier cycle et au Règlement des études des 2^e et 3^e cycles;
- reçu le rapport final du Comité d'étude CA-CE sur les questions soulevées par le département des sciences administratives et a remercié le président, le secrétaire et les membres dudit comité pour leur travail;
- procédé à l'engagement de cinq professeurs;
- adopté une résolution de félicitations à M. Jacques Larose, directeur du service des télécommunications pour la mention d'excellence qu'il a reçue lors du Gala des cadres organisé par le Centre des dirigeants d'entreprise.

Comité exécutif

À sa réunion régulière du 17 mars, le comité exécutif a:

- autorisé l'établissement de l'Agence de voyages VACANCES-FAMILLES INC dans les locaux de l'UQAM;
- adopté le changement d'appellation du service de photocopie-imprimerie pour celle de «service de reprographie» et en conséquence a modifié le titre de son directeur;
- créé un poste de cadre d'adjoint au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche et a modifié en conséquence l'organigramme du vice-rectorat;
- donné au directeur du service

de la recherche et de la création une délégation de pouvoirs relative aux demandes de subventions et aux contrats de recherche;

- autorisé la signature d'un protocole d'entente entre l'UQAM, l'ETS et SERVO-ROBOT INC pour réaliser un projet de recherche commanditée par le CRSH et d'un protocole d'entente accessoire avec les chercheurs;
- accordé un congé sans traitement à deux professeurs, et a renouvelé celui de deux autres;
- prolongé le prêt de services de Mme Jeanne Renaud à la «Société Les Grands Ballets Canadiens».

Commission des études

À sa réunion régulière du 10 mars, la commission des études a:

- recommandé à l'Assemblée des gouverneurs l'octroi de 579 diplômes de premier cycle et de 45 diplômes de deuxième cycle;
- recommandé au CA la nomination de vice-doyens, directeurs-trices de département qui vont entrer en fonction le 1^{er} juin;
- approuvé des modifications aux programmes de certificat en affaires immobilières, en gestion des services municipaux, en administration des services publics;
- approuvé des modifications aux répertoires de cours des départements de sciences de l'éducation, communications, physique, chimie, sciences de la Terre, sociologie, travail social, lettres, formation des maîtres;
- recommandé au CA des modifications de politiques d'admission au baccalauréat en sciences

comptables, au certificat en gestion du personnel et des relations de travail, au certificat en gestion de la main-d'oeuvre, au certificat en scénarisation cinématographique;

- recommandé au CA des modifications aux articles 3.7, 3.8, 3.19 et 6.5 du Règlement des études de premier cycle;
- approuvé la modification du programme de maîtrise en sciences de l'environnement;
- accrédité les professeurs habilités à agir comme directeur et co-directeur de recherche au programme de doctorat en éducation;
- reçu le rapport du comité d'évaluation du centre de recherche en gestion, et recommandé au CA des amendements au programme d'aide financière aux chercheurs et aux créateurs PAFACC;
- recommandé au CA la répartition de dix nouveaux postes de professeurs réguliers pour l'an-

née 1987-1988;

- recommandé au CA des exigences de qualification d'enseignement pour des chargés de cours des départements des sciences de l'éducation et de kinanthropologie;
- recommandé au CA la modification de l'article 1.16 du Règlement no 8 concernant les procédures de consultation pour la nomination des membres de la sous-commission des études avancées et de la recherche;
- amendé la procédure de consultation pour la nomination du membre représentant les centres et laboratoires de recherche ou de création à la sous-commission des ressources;
- reçu le rapport sur la tutelle du département de physique et recommandé au CA de reconduire la tutelle et le mandat de l'administrateur délégué jusqu'au 31 décembre 1987;
- ratifié des résolutions des trois sous-commissions.

Nouveau doyen des études avancées et de la recherche

Le Conseil d'administration du 24 mars a nommé M. François Carreau doyen des études avancées et de la recherche. Cette nomination fait suite à une consultation auprès des directeurs de départements, des directeurs de centres et labos de recherche, et auprès des instances supérieures de l'Université.

M. Carreau est entré en fonction le 1^{er} avril, pour un mandat d'une durée de cinq ans.



Nouveau vice-doyen



Professeur à l'UQAM depuis 1974, directeur de module à deux reprises, de 78 à 81 et de 84 à 87, M. Jean-Claude Forcuit occupera le poste de vice-doyen de la famille des

sciences de la gestion à compter du 1^{er} juin 1987.

Spécialisé dans la pédagogie du management, Jean-Claude Forcuit a enseigné les cours reliés au management et à la théorie des organisations. M. Forcuit a collaboré à la rédaction de plusieurs manuels de gestion et à l'organisation de simulations d'entreprises. Il s'intéresse particulièrement à l'analyse socio-technique des organisations. En plus d'avoir participé aux recherches du LARSI et du laboratoire de télématique, le prochain vice-doyen de la famille des sciences de la gestion a été impliqué au SPUQ pendant trois ans à titre de vice-président externe.

Études de 1^{er} cycle:

doyen-ne, la consultation débute

La période d'affichage pour le poste de doyen-ne des études de premier cycle se termine le 10 avril. Les candidatures reçues feront l'objet d'un premier tri par le comité de sélection, après quoi auront lieu les entrevues des trois candidats choisis.

Selon l'échéancier, la consultation interne se tiendra du 1^{er} mai au 21 mai et le nom de la personne choisie sera acheminé au Conseil d'administration du 26 mai pour entrer en fonction le 1^{er} juin 1987.

À titre d'information, la méthode de consultation consiste à demander d'indiquer un ordre de préférence entre les trois noms sur lesquels porte la consultation. Cette consultation se fait auprès des instances et personnes suivantes: la commission des études, la sous-commission des études de premier cycle, les doyens, les vice-doyens et directeurs de module et les directeurs de département.

On se souvient que l'ouverture du poste a été rendue nécessaire suite à la démission du

doyen Jacques Lefebvre qui sera effective à compter du 1^{er} juin 1987.

l'Uqam

Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Section de l'information interne
Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: section de l'information interne

Tél.: 282-6177

La section de l'information interne est responsable de la publication de l'Uqam dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

Publicité:

Rémi Plourde
secrétaire Diane Hébert 282-6177

Photographies:

Service d'audio-visuel

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

Essor des études avancées L'Université a diplômé trente-quatre docteurs

Deux soutenances de thèse, l'une en histoire, l'autre en sciences administratives ont ponctué la session d'hiver 87, ce qui témoigne de l'impulsion dynamique imprimée aux études supérieures à l'Université, conformément aux priorités institutionnelles énoncées dans le Plan triennal 85-88.

En sciences administratives



De gauche à droite, Peter Wade, Michel Plaisent, William Caté-Baril, Prosper Bernard, Louis-A. Lefebvre, Hugh Howson.

Troisième thèse soutenue au département de sciences administratives dans le cadre du programme de doctorat conjoint, le travail de M. Michel Plaisent s'intitulait «L'usage d'un système de communication médiatisée par ordinateur par des cadres supérieurs». Le milieu organisationnel retenu par M. Plaisent était Bell Canada. L'analyse qu'il en a faite pourra servir à mettre au point un modèle normatif d'utilisation d'un système.

Lors de la soutenance de thèse, le jury a réuni, de gauche à droite: M. Peter F. Wade, professeur chercheur à l'Université Concordia; le nouveau docteur, M. Plaisent, professeur-cher-

cheur en système d'informatique de gestion au département des sciences administratives; M. William Cate-Baril, professeur-chercheur à l'Université du Vermont; M. Prosper Bernard, professeur-chercheur au département des sciences administratives et directeur de recherche du candidat; M. Louis-A. Lefebvre, directeur au programme de doctorat DSA-UQAM; M. Hugh Howson, professeur-chercheur à l'Université McGill et président de la soutenance.

À ce jour, on compte près d'une vingtaine d'étudiants et étudiantes au programme de doctorat conjoint en administra-

En histoire

Au département d'histoire, le 13 mars dernier, avait lieu la quatrième soutenance de thèse de doctorat. Devant un jury composé de Joan W. Scott (Princeton), Louise Dechêne (McGill), Greg Kealy (Memorial), Allan Greer (Toronto) et Jean-Claude Robert (UQAM), Madame Joanne Burgess a défendu sa thèse intitulée: Work, Family and Community: Montreal Leather Craftsmen, 1790-1831. Ce travail, basé sur une minutieuse reconstitution des familles, analyse de façon exhaustive les travailleurs du cuir (tanneurs, cordonniers et selliers) à Montréal et dans son voisinage immédiat. L'auteure examine successivement le système d'apprentissage et son fonctionnement, les conditions générales d'accès à la maîtrise, le monde du travail artisanal, le rôle de la famille et celui de la communau-



Joanne Burgess

té élargie. Elle montre l'importance de la tradition artisanale, celle de la famille comme élément central non seulement de la vie quotidienne mais de l'organisation même de la production, et l'existence d'une véritable communauté d'artisans. Cette thèse constitue la première étude en profondeur dans ce domaine, à cette époque.

Un autre triomphe pour l'équipe de ski alpin

Pour une deuxième année consécutive, l'UQAM a remporté le championnat du circuit universitaire de ski alpin du Québec, dont les compétitions ont eu lieu tout l'hiver.

Après 10 épreuves, l'équipe masculine de l'Université a terminé 1^{re}, en avance de plus de 200 points sur sa plus proche concurrente, l'Université Laval, et de 500 points sur McGill. «La force de l'UQAM est due à l'homogénéité et à l'équilibre de notre équipe, déclare M. Alain Giasson, du service des sports. Nous ne comptons pas de super-vedettes. C'est ce qui explique pourquoi nous sommes allés chercher tant de points.»

Neuf universités ont pris part aux épreuves: Laval, McGill, l'UQAM, Concordia, l'UdeM, Sherbrooke, Ottawa, l'UQTR et Bishops. On dénombrait environ 300 participants et participantes

à chacune des épreuves.

Quant à l'équipe féminine de l'Université, elle se classe en 4^e position, talonnant de près Concordia. L'équipe est en restructuration. On se souviendra que l'an dernier, les soeurs Demers avaient dominé la saison au classement individuel. Cette année, dans les deux catégories hommes-femmes, des bourses d'études ont été décernées aux cinq meilleurs de niveau individuel. De l'UQAM, on compte Anne-Marie Hamelin, étudiante de maîtrise en kinanthropologie, (200 \$), 4^e rang au final individuel; Jean Laframboise, étudiant en administration (200 \$), 3^e rang au final individuel; Jacques Audet, étudiant en biochimie (200 \$) 4^e, final individuel. En passant, les compétiteurs Laframboise et Audet faisaient face à plus de 250 concurrents. Bruno Cipellitti, étudiant en informati-

que, pilotait l'équipe de l'UQAM. Les bourses ont été données par Bernard Trotter Ski-Mode, ainsi que par la cie de Ski Blizzard. L'équipe, on le sait, s'autofinance par une vente de skis annuelle tenue chaque automne à l'Université. Son dynamisme est fonction de l'appui financier qu'on lui apporte.

Autres performances remarquables: d'une part, celle de Jean Laframboise qui vient de se classer 1^{er} au titre individuel masculin dans l'épreuve annuelle CANAM à Sainte-Adèle, mettant en lice 19 universités canadiennes et américaines (ce qui lui vaut d'être proclamé «Athlète étudiant universitaire québécois de la semaine»); celle d'autre part, du combiné masculin-féminin, où l'équipe de l'UQAM a conquis la 3^e place sur 10 universités, cela malgré l'absence d'un de ses meilleurs skieurs.

UNIQUE À MONTRÉAL

RABAIS JUSQU'À 80%

CHEZ  **COPIE EXPRESS**
LES PLUS BELLES
PHOTOCOPIES AU MONDE
À UNE FRACTION DU PRIX RÉGULIER

PHOTOCOPIES NOIR ET BLANC AVEC XEROX 9900® OU XEROX 9500®



La formidable XEROX 9500® produit des photocopies en noir et blanc, d'une qualité rivalisant avec les meilleures impressions en offset avec des plaques de métal.

Le nouveau XEROX 9900® est le copieur/duplicateur le plus avancé et aussi le plus silencieux sur le marché. Son prix est d'environ trois fois le prix d'un copieur standard à Montréal.

Le superbe CANON COLOR T® est sans aucun doute la meilleure machine pour impressions en couleur présentement disponible au Canada. Ses belles photocopies en pleine couleur vivante surprennent même nos clients les plus exigeants.

XEROX 9500 et XEROX 9900 sont les marques de commerce de Xerox Canada Inc. CANON COLOR T est la marque de commerce de CANON INC.

IMPRIMERIE — REPROGRAPHIE

COPIE EXPRESS

945 DE MAISONNEUVE EST
(Métro Berri Demontigny)

526-0057

2116 RUE DE BLEURY
(Métro Place des Arts)

288-0288

Le GRID en survol

Droit, informatique, libertés du citoyen

«D'une part, explorer et analyser tout l'interface entre droit et informatique c'est-à-dire voir comment l'informatique intervient dans le droit et la pratique juridique, quelles sont les conditions et les conséquences juridiques du développement informatique, et d'autre part, défendre et promouvoir les droits et libertés des citoyens et citoyennes, voilà les buts du Groupe de recherche informatique et droit (GRID) dont l'action s'inscrit dans le développement du 7e axe du Plan triennal 85-88», explique M. René Laperrière, professeur-chercheur au département de sciences juridiques. Ce dernier rappelle qu'en 83, année de fondation du GRID, c'était l'époque des listes noires informatisées de locataires, et par ailleurs, le début d'un intérêt poussé de professeurs pour l'informatique.

L'action du GRID a porté sur trois points principaux. D'abord, il y a eu la mise sur pied d'enseignements, soit un cours sur le Droit de l'informatique (prof. René Laperrière) et un cours sur l'Informatique juridique (profs. Pierre Mackay et André Riendeau). En second

lieu, le GRID a entrepris des recherches. Un contrat du ministère de la Justice du Québec a donné lieu à la publication de l'ouvrage «L'identité piratée» (SOQUIJ, 360 p.), lancé à l'automne 86 (voir journal l'Uqam) et dont les auteurs sont MM. Robert Bureau, René Laperrière, de sciences juridiques, M. Jean-Pierre Lemasson, du DEAR, ainsi que Pierrôt Péladeau, en maîtrise à Laval. A quoi s'ajoutent trois annexes: «Les renseignements personnels et l'ordinateur» (200 p.), «Le droit sur la protection des renseignements personnels» (450 p.), «Droit, informatique et vie privée» (150 p.), publiés par la Société québécoise d'information juridique. A paraître: «La régie à découvert» (300 p.) et «Régie du logement en chiffres» (500 p.). Le GRID veille aussi à la fourniture et à l'équipement de recherche.

Un éventail de projets

Le GRID travaille présentement dans plusieurs champs de recherche soit: un projet de base de données informatisées sur l'Informatique et le Droit (responsables: MM. Pierre

Mackay et René Laperrière), pour lequel on demande 47 000\$ au CRSH; un projet de recherche sur les décisions automatiques (responsables: MM. Robert Bureau et Jean-Pierre Lemasson), pour lequel on sollicite 5 000\$ auprès du CRSH; un projet de recherche sur les couplages de fichiers informatisés (responsables: MM. René Laperrière et Pierrôt Péladeau), pour lequel on a reçu à ce jour 98 000\$ du CRSH et on demande le support du FCAR et du ministère fédéral de la Justice: un projet de réalisation de logiciels de résumés automatiques de jurisprudence et d'indexation assistée de textes juridiques (responsable: M. Pierre Mackay) pour lequel on a reçu à ce jour 3 000\$ du ministère de la Justice du Québec: un projet de développement de didacticiels et d'un système expert en matière de logement (responsable: Mme Claude Thomasset) pour lequel on demande 216 000\$ au CRSH; un projet de recherche sur la logique de l'information sur l'évaluation de l'impact social et sur les systèmes normatifs (responsable: M. Pierrôt Péladeau). Le GRID a reçu jusqu'à maintenant 800 000\$ en subventions.

Dans le cadre du programme d'action structurante, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science finance pour 1 600 000\$ sur cinq ans un projet conjoint du GRID-CRDP (Centre de recherche en droit public, UdeM); le GRID encadre les projets de six étudiants et étudiantes de maîtrise et de doctorat, en droit et en sociologie. Le programme porte sur les dimensions juridiques des changements technologiques. Enfin le GRID prendra une part active au colloque multidisciplinaire «Une démocratie technologique?», les 21 et 22 mai à Ottawa.

Au protocole UQAM-Relais-femmes

Une formation axée sur la promotion collective



Fête de clôture de la formation auprès de la FAFMQ.

«Règle générale, quand on prend des cours à l'Université on ne définit pas ses propres besoins de formation et démarches d'apprentissage, on n'élabore pas le contenu du programme ni l'approche pédagogique. Non seulement cela se fait dans nos programmes, mais cela se fait dans une perspective de promotion collective.»

C'est par cette réflexion globale que la coordonnatrice Liliane Goulet a commenté le programme de formation de formatrices dans les groupes de femmes conçu par le service aux collectivités, dans le cadre du protocole d'entente UQAM-Relais-femmes.

«Pour que les groupes demandeurs s'impliquent à toutes les étapes de la formation, précise Mme Goulet, nous avons mis en place, pour chacun d'eux, un comité d'encadrement composé de responsables des groupes, de la coordonnatrice et des professeurs choisies.»

Trois programmes de 45 heures, répartis en trois week-ends, ont été conçus et réalisés. Le grand objectif de ces programmes était de préparer des femmes, à l'intérieur des groupes, à assumer la formation de leurs membres. Comme telle, la formation touchait l'action politique à la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l'organisation et le développement communautaires à la Fédération des associations des familles monoparentales (FAFMQ) et l'organisation communautaire à l'Association des femmes autochtones du Québec (AFAQ).

Quelques points d'appréciation

Le point fort de la formation à la FFQ, de dire la coordonnatrice,

ce, fut la sensibilisation aux structures du pouvoir, tant au plan de la politique formelle qu'au plan linguistique: «Les participantes ont consolidé leurs connaissances des structures gouvernementales et réalisé des prises de conscience majeures en ce qui a trait au reflet, dans la langue, des valeurs sexistes et, par voie de conséquence, à la nécessité de la féminisation du langage.»

Le ton devient encore plus positif en regard de la formation dispensée à la FAFMQ: «La ligne de force de ce programme fut certainement la production de vingt-sept outils pédagogiques qui seront utilisés par les nouvelles formatrices dans leur travail d'intervenantes auprès des associations locales. De plus, ces instruments pourront servir dans le contexte de formations analogues. Ce qui correspond à l'objectif ultime de ce type de formation.» Articulé autour de la monoparentalité, le programme a sensibilisé les participantes à l'importance de relier l'animation à la problématique de la rupture et les a habilitées à articuler cette problématique en stratégies d'intervention.

Expérience-pilote auprès de femmes autochtones, le troisième programme de formation a représenté en soi une innovation sur le plan pédagogique, estime Mme Goulet. Vingt Montagnaises de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord ont suivi toutes les sessions. «Malgré les difficultés liées aux particularités culturelles de ce groupe, la formation a permis aux Montagnaises de réaliser la valeur de leurs savoirs et compétences propres, et leur potentiel organisationnel.»



Quelques membres de l'équipe du GRID. De gauche à droite, M. René Laperrière, professeur-chercheur au département de sciences juridiques; Mme Hélène Lévesque, secrétaire, et M. Serge Gariépy, bibliothécaire.

COPIEXPRESS MONTRÉAL

photocopies

3¢

COPIEXPRESS
2001-A St-Denis
(Sous-sol M. Sous-Marin)
287-9744

Nous vous offrons également

- *reliure
- *papier de couleur
- *brochage
- *pliage
- *couvertures (plusieurs couleurs)
- *écrites
- *enveloppes
- *liquide correcteur
- *colle

*pas de frais pour réduction ou agrandissement sur papier XEROX

attention étudiants!

EN BREF

Conférence de M. René Dumont

Le jeudi 9 avril, à 14 h à la salle Saint-Sulpice de la Bibliothèque nationale, 1700 rue Saint-Denis, M. René Dumont, professeur honoraire à l'Institut agronomique de Paris, écrivain et conférencier de renom international, prononcera une conférence intitulée «L'explosion démographique en Afrique, liée à la destruction de l'écosystème et à l'augmentation de la dépendance». La causerie est présentée par le département de science politique avec la collaboration des départements de sociologie et de géographie.

Méritantes de l'APRHQ

Trois étudiantes en sciences de la gestion sont les bénéficiaires d'une bourse de l'Association des professionnels en ressources humaines du Québec (APRHQ) dans le cadre du premier concours d'excellence en ressources humaines. Joanne Mercier et Carole Allard reçoivent chacune 500 \$. Toutes trois se voient décerner un certificat de mérite.

L'UQAM et la compagnie ALCAN ont pris part à l'organisation du concours avec l'APRHQ. Formaient le jury MM. Jean Ducharme, vice-doyen des sciences de la gestion; Hugues Leydet, professeur invité en gestion des ressources humaines, vice-président et directeur du personnel chez ALCAN de 80 à 85; Yvan Tellier, représentant de l'APRHQ.

«Saxophone 87»

Le symposium «Saxophone 87» se tiendra au studio-théâtre Alfred-Laliberté, du vendredi soir 12 juin au dimanche 14. L'événement est organisé par M. André Pelchat, chargé de cours en musique, ainsi que M. Bernard Savoie, saxophoniste, directeur régional pour le Québec de la «North American Saxophone Association» (NASA), qui regroupe des interprètes locaux de cet instrument.

Des saxophonistes américains, participeront au symposium tant dans les domaines du jazz et du classique que de la musique contemporaine. Il y aura des concerts et des ateliers pratiques, ainsi que des tables rondes. On exécutera des oeuvres de compositeurs canadiens tels John Rea et Jacques Héту, directeur du département de musique, qui prendra part à une table ronde sur le thème «La composition et le saxophone en musique contemporaine». Renseignements: M. André Pelchat, à 273-1633.

Conférence chimie

Mercredi 15 avril, à 15 h, porte S-5045, pavillon des sciences, conférence de M. Yves Langelier, de l'Institut du cancer de Montréal, sur le thème: «Étude sur des inhibiteurs de la répllication des virus Herpes». Comme d'habitude, le café sera servi à 14 h 15 pour permettre de rencontrer des membres du département de chimie et des étudiants de 2^e cycle.

Chaire John-Labatt

Le mercredi 8 avril au Palais des Congrès aura lieu le colloque «Le marketing des services financiers» sous les auspices de la Chaire de marketing John-Labatt de l'UQAM.

L'éclatement du cloisonnement traditionnel des services financiers, conjugué à la révolution générale du marketing des services, a conduit les entreprises financières non seulement à se restructurer mais à remodeler leurs relations d'échanges avec leurs clientèles. Autant les entreprises offrant des services que les consommateurs corporatifs ou industriels sont concernés par cette journée de conférences. Parmi les spécialistes participants, on compte MM. Jean-Charles Chébat, directeur de la Chaire; Pierre Filiatrault et Jean Perrien. Tous les trois sont attachés au département des sciences administratives.

Science politique

Honneur pour le département de science politique, Mme Lucille Beaudry, professeure-chercheuse, a été nommée codirectrice de la «Revue canadienne de science politique.» Mandatée pour trois ans par l'Association canadienne de science politique et la Société québécoise de science politique, Mme Beaudry a la responsabilité du contenu de la section française de la revue. Elle y voit une tribune pour les milieux universitaires francophones afin de faire connaître leurs travaux de recherche à travers le pays.

Mme Beaudry enseigne la pensée politique, les idéologies et la méthodologie de la recherche.

Un séjour à l'«Institute for advanced Studies»

M. Jacques-Claude Hurtubise, professeur au département de mathématiques, partira au mois de septembre pour un séjour d'un an à l'«Institute for advanced Studies» à Princetown au New-Jersey. Sa candidature et celles d'une quarantaine de chercheurs de différents pays ont été retenues par cet organisme de recherche, où travaillent huit membres permanents parmi les meilleurs mathématiciens au monde. L'«Institute for advanced Studies», affilié à l'Université de Princetown fut fondé dans les années 30 pour accueillir les savants, réfugiés du régime nazi dont Albert Einstein et Hermann Weil. M. Hurtubise y fera de la recherche en mathématiques, géométrie et mathématiques-physique.

Le SPUQ en archives

Ces jours derniers, le Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université lançait un ouvrage dans la collection «Études et documents» sur 15 ans de vie syndicale compulsée en archives. Commentant la présentation, le président du Syndicat, M. Marc Lagana a brossé un bref tableau des éphémérides mouvementées de l'histoire du SPUQ à quoi ont pris une part active un grand nombre de syndiqués-es. Pour mention, six conventions collectives ont été signées depuis 1970.

Le «Répertoire détaillé du fonds du Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM» par Anne-Marie-Cadieux et Natalie Richard comporte un classement par cotes, entre autres sur les statuts et règlements, les procès-verbaux, les griefs, les

conventions collectives, les documents financiers, etc.

La publication a été rendue possible grâce à la collaboration du service des archives de l'UQAM.

«Interventions économiques»

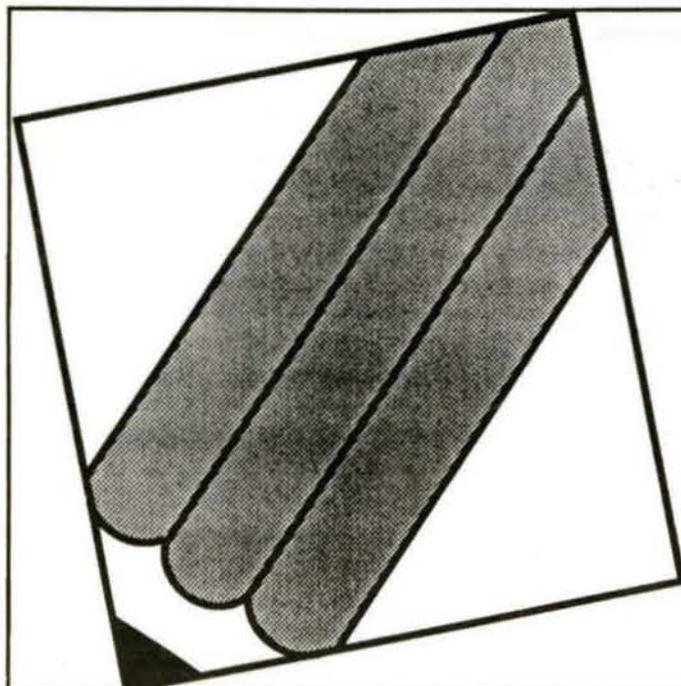
Dans la livraison d'hiver de la revue «Interventions économiques – Pour une alternative sociale», c'est sous le titre «L'État en question» que le collectif de rédaction se penche sur maints aspects de l'État en mutation. Entre autres, on y trouve des entrevues faites par M. Christian Deblock, directeur du module de science politique, sur les interventions de l'État. M. Deblock cosigne aussi une étude sur l'origine du déficit du gouvernement fédéral. Pour sa part, M. Dorval Brunelle, professeur-chercheur au département de science politique, analyse les effets néfastes du «reaganisme» sur le plan social, tandis que M. Yves Bélanger, également professeur-chercheur au département, parle du Québec actuel comme d'un État hybride, désormais néo-libéral d'orientation et d'esprit, mais toujours, par nécessité, interventionniste et keynésien dans sa pratique.

Chine populaire

Organisme à but non lucratif dont le rôle est de faire connaître et mieux comprendre la culture et la société chinoises, la Société Canada-Chine de Montréal offre cette année différentes possibilités de séjours culturels en République populaire de Chine.

Six itinéraires différents: Tour classique, Vélo en Chine, Tibet et Sichuan, Minorités nationales, Mongolie et Route de la soie, L'art bouddhique en Chine.

Brochures disponibles sur demande au 866-0684.



vente annuelle

Du 6 au 16 avril 1987

20%

de réduction

sur toute les marchandises en magasin

Magasin
fournitures
générales
405, rue Ste-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin A-S 510
Téléphone: 282-6151



Financement de l'UQAM

Requête au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

L'UQAM a vécu ses années de croissance pendant des années d'austérité budgétaire et de compressions gouvernementales. Dans ce contexte, la vigueur du développement dictait la vigueur de l'appauvrissement.

En 1984, l'UQAM déposait un premier mémoire traitant plus spécifiquement du nouveau modèle de financement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, des problèmes reliés aux espaces, de la question des certificats et de la norme générant un financement insuffisant au secteur disciplinaire des Sciences de la gestion dans les universités.

En 1986, l'UQAM présentait un deuxième mémoire à la Commission de l'éducation, témoignage de l'expérience d'une université jeune, en plein développement, pouvant déjà compter sur de nombreuses réalisations de qualité et considérée comme sous-financée autant par les indicateurs habituellement

utilisés en cette matière que par les organismes représentatifs tels que le Conseil des universités ou le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, lui-même.

Suite à la Commission parlementaire, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, monsieur Claude Ryan, annonçait récemment la préparation d'un plan d'action pour aider financièrement les universités québécoises.

Dans ce cadre-là, le Conseil d'administration de l'UQAM adoptait le texte ci-dessous intitulé: «Requête de l'Université du Québec à Montréal au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science concernant le financement de l'UQAM» et qui rappelle l'importance d'intervenir financièrement en priorité en faveur de l'UQAM.

Florence Junca-Adenot
Vice-rectrice à l'administration et aux finances

PRÉSENTATION

Le 12 février 1987, le premier ministre, monsieur Robert Bourassa et le ministre de l'Enseignement supérieur, monsieur Claude Ryan, rencontraient le comité exécutif de la Conférence des recteurs pour discuter des problèmes de financement rencontrés par les universités du Québec, problèmes déjà présents et expliqués l'occasion de la Commission parlementaire de septembre dernier.

En raison de l'importance des enjeux et de ses besoins propres, l'UQAM souhaite réitérer les demandes qu'elle a, à différentes reprises, déposées auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et du gouvernement.

1. SUPPORT AUX RECOMMANDATIONS DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE D'AMÉLIORER LE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS MAIS NON DE COMBLER LES DÉFICITS

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science déposait récemment auprès du premier ministre un pro-

gramme de redressement transitoire de deux années, afin d'empêcher que la situation financière des établissements universitaires ne se détériore davantage en 1987-88 et 1988-89. Cette période devrait être consacrée aussi à terminer les travaux permettant de trouver des solutions plus définitives aux problèmes structurels de financement des universités québécoises.

L'UQAM supporte toutes les mesures qui permettront d'améliorer le financement global des universités et qui permettront que les règles budgétaires soient connues d'avance.

L'UQAM, de concert avec le Conseil des universités, attire cependant l'attention sur le risque d'utiliser des ressources additionnelles à rembourser les déficits des universités qui ont géré de façon moins rigoureuse pendant la difficile période des compressions budgétaires. *Si de telles mesures étaient appliquées, elles deviendraient un signe clair d'encouragement pour les différents établissements universitaires d'utiliser la stratégie des déficits comme un moyen d'obtenir une amélioration temporaire, puis récurrente de leur situation financière.*

2. DEMANDE RENOUVELÉE D'OBTENIR UN RÉAJUSTEMENT DE LA BASE FINANCIÈRE DE L'UQAM

Les graphiques joints en annexe 2 et provenant du mémoire de la CREPUQ sont autant d'indicateurs de la détérioration progressive du système d'enseignement et de recherche universitaire. Cependant, l'UQAM maintient fermement sa position à l'effet *qu'avant toute mesure, le ministère doit entreprendre le réajustement de la base financière de l'UQAM.* Les analyses du Conseil des universités sont à cet effet claires et résistent à toute critique et tout raffinement de calcul; les tableaux présents dans les deux mémoires soumis à la Commission parlementaire montrent que, quels que soient les indicateurs retenus et malgré les nuances qu'il faudrait apporter, l'UQAM apparaît toujours comme une université qui dispose de ressources largement inférieures à la moyenne provinciale. *Ses ressources par étudiant se comparent plus aux ratios observés dans les CEGEPS ou la CECM (En 1985-86, par exemple, la subvention par étudiant considéré à*

l'UQAM est de 4,770\$ et pour les autres universités elle est de 6,942\$ et de 5,118\$ pour les CEGEPS).

L'UQAM a évalué 25,000,000\$ le budget qui lui manque dans sa base de financement pour rejoindre la moyenne des universités.

Par ailleurs, l'UQAM demande un arrêt des compressions budgétaires qui ont pour effet d'empirer d'année en année la base financière des universités.

3. SOUS-FINANCEMENT DES CLIENTÈLES ÉTUDIANTES ADDITIONNELLES DE L'UQAM DEPUIS 1982-83, ET REQUÊTE À L'EFFET DE VOIR LEUR FINANCEMENT RÉAJUSTÉ DE FAÇON RÉTROACTIVE

Dans son discours public, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science affirme année après année qu'il finance les clientèles étudiantes additionnelles. L'opinion à l'effet que les universités qui ont connu de fortes croissances d'effectifs étudiants ont bénéficié de la manne gouvernementale, se répand même dans les milieux initiés.

La réalité est malheureusement bien différente et l'UQAM a eu l'occasion à maintes reprises de s'exprimer à ce sujet.

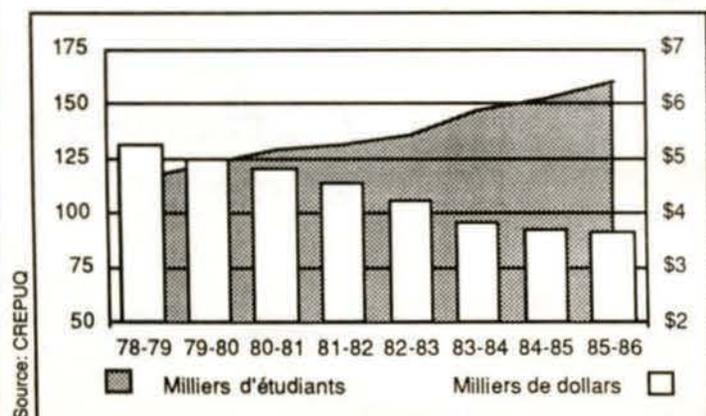
Tout d'abord, la croissance de l'UQAM depuis 1982-83 (+ 35% EETC) ne s'explique pas par une «course aux clientèles» mais bien par le taux d'attraction des programmes de l'UQAM, en pleine phase de développement et par le nombre de nouveaux programmes implantés à l'UQAM pendant cette période (particulièrement 4 nouveaux baccalauréats, 4 nouvelles maîtrises, 4 nouveaux doctorats), après une évaluation très systématique et très sélective du comité des programmes du Conseil des universités.

Or, cette croissance étudiante, loin «d'enrichir» l'UQAM, a contribué à l'appauvrir davantage.

Depuis 1982-83, en effet, le MESS a introduit diverses règles de financement de ces variations d'effectifs étudiants.

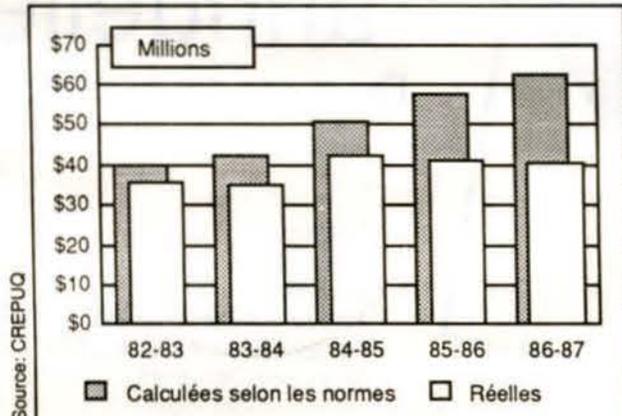
Les budgets de fonctionnement: évolution des clientèles et des subventions par étudiant en dollars constants de 1978-79

Entre 1978-79 et 1985-86, les universités ont accueilli plus de 40,000 étudiants additionnels tout en subissant des compressions budgétaires qui ont eu pour effet de ramener les subventions réelles par étudiant, en 1985-86, à 70 % de leur niveau de 1978-79.



Les enveloppes annuelles d'investissement

Au cours des cinq dernières années, les enveloppes d'investissement ont été régulièrement inférieures à ce qu'elles auraient été si le MESS avait respecté ses propres normes, elles-mêmes modestes par rapport à celles qui sont en vigueur ailleurs. Le Conseil des universités estime à 90 M de \$ les sommes qu'il faudrait consacrer au renouvellement de l'équipement scientifique. Par ailleurs, les universités doivent actuellement consacrer environ 25 M de \$ de leur budget de fonctionnement à la location d'espaces.



Essentiellement, elles consistent à financer les variations de clientèles étudiantes, par secteur disciplinaire et par cycle en fonction de coûts moyens observés.

Or, depuis 1982-83, le MESS utilise:

- des coûts moyens observés en 1981-82, sans indexation;
- des règles qui prévoient un financement partiel seulement;
- un délai entre l'accueil des clientèles et leur financement insuffisant qui atteint maintenant un an et demi;
- un mécanisme qui fixe d'avance les enveloppes réservées à ces fins, enveloppes qui se sont toujours avérées insuffisantes;

sans parler des bases qui année après année subissent compressions et prélèvements sans être indexées en regard de la réalité.

L'annexe I, ci-jointe, calcule pour l'UQAM les sommes que cette dernière aurait dû recevoir depuis 1982-83 pour les étudiants additionnels qu'elle a reçus, si les règles annoncées en 1982-83 avaient été appliquées.

L'UQAM aurait dû ainsi recevoir 33,773,000\$ de plus pendant la période 1982-83 à 1985-86, au seul chapitre du financement des étudiants additionnels.

Si les recommandations de l'UQAM qui rejoignent les recommandations des autres universités avaient été retenues, soit:

- ne pas utiliser des observations de coûts moyens comme normes
- considérer l'ajout de 1,400\$ par EETC un coût moyen dans le secteur des sciences de l'administration pour déterminer la norme de ce secteur,

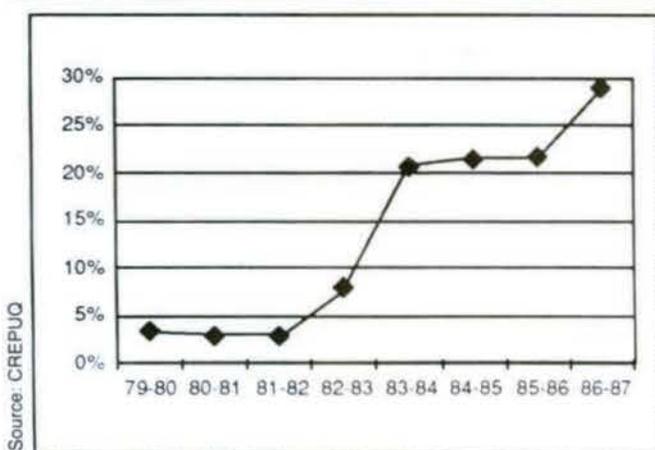
alors c'est un autre 16,910,000\$ qu'il aurait fallu ajouter pendant cette période de 4 années.

Que révèlent ces données?

1. Que le soi-disant financement des clientèles additionnelles a été éminemment insuffisant;
2. Que l'UQAM, pour malgré tout maintenir son équilibre budgétaire à peu de choses près, a dû
 - augmenter le recours aux chargés de cours;
 - baisser le niveau de tous les services accessibles à chaque étudiant.
 - comprimer de façon dramatique des fonctions autres que celles de l'enseignement. L'annexe 3 montre que malgré sa pauvreté l'UQAM consacre 58.5% de son budget de masse salariale à la fonction enseignement-recherche alors que ce % n'est que de 48.3% dans les autres universités.

4. SUPPORT DE L'UQAM AUX EFFORTS DU GOUVERNEMENT POUR FAIRE FINANCER LES COÛTS INDIRECTS DE RECHERCHE

Pour soutenir l'effort de développement de la recherche dans les universités québécoises, l'UQAM considère que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science devrait sans tarder entreprendre les démarches requises auprès du gouvernement fédéral afin que les organismes subventionnaires fédéraux assurent le financement, non seule-



Écart entre le coût par étudiant dans les universités de l'Ontario et le coût par étudiant au Québec

L'Ontario est une des provinces où les coûts par étudiant sont les plus bas au Canada. Ils y sont pourtant nettement supérieurs - de l'ordre de 30% - à ce qu'ils sont au Québec.

ment des frais directs, mais aussi des frais indirects de la recherche universitaire qu'ils ont pour mission de soutenir. Un examen attentif des jeunes universités en émergence de recherche devrait être effectué afin de les aider particulièrement, puisqu'elles n'ont pu, comme les universités plus anciennes, se doter d'infrastructures générales et de bibliothèques capables de supporter plus facilement les efforts des chercheurs, et des programmes d'études de 2e et de 3e cycles.

5. BUDGETS INSUFFISANTS POUR LE RENOUELEMENT DES ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS UNIVERSITAIRES

Les budgets d'investissement étant insuffisants, décroissants en dollars constants par rapport à 1981-82, et voués à un avenir sombre avec les annonces de gel pour les prochaines années, les universités assistent, impuissantes, à une dégradation grave de leur parc d'équipements scientifiques; l'entretien des bâtiments et laboratoires universitaires est lui aussi reporté, laissant ainsi prévoir des détériorations majeures qui requerront des interventions budgétaires urgentes et importantes.

L'UQAM n'échappe pas à cette situation qui la frappe d'autant plus douloureusement qu'elle s'est donnée comme priorité pour les prochaines années de développer les études de 2e et 3e cycles, l'axe en sciences appliquées ainsi que la recherche, secteurs qui nécessitent des

investissements importants dont l'UQAM ne dispose pas.

L'UQAM appuie donc tout effort financier qui pourrait aider de façon ponctuelle et récurrente à améliorer le parc d'équipements scientifiques et construire, au lieu de louer, des édifices universitaires; ces locations sont, à moyen et long terme, aussi coûteuses (sinon plus) que la construction et n'accroissent aucunement le patrimoine universitaire.

EN CONCLUSION

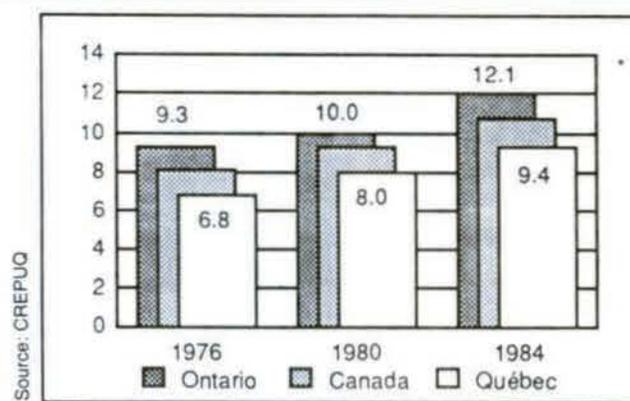
L'Université du Québec à Montréal ne peut que rappeler le contenu des deux mémoires qu'elle a récemment présentés. Elle rappelle les difficultés engendrées pour l'UQAM par sa volonté de ne pas se faire justice elle-même à l'aide de déficits et de faire le pari de la responsabilité sociale, confiante de voir se réaliser les promesses de réajustement de sa base financière.

Elle supporte donc le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science dans ses efforts pour améliorer la situation financière des universités et elle lui demande instamment, en première priorité, si des ressources nouvelles étaient rendues disponibles, de lui venir en aide, afin de commencer à corriger une situation que toutes les universités elles-mêmes, s'entendent à trouver inéquitable.

L'UQAM a démontré le dynamisme dont elle était capable pour s'adapter aux besoins de la collectivité québécoise en matière d'enseignement et de recher-

che, tout en faisant elle-même des efforts budgétaires dans une période où les fonds publics s'amaigrissaient. Elle ne pourrait plus s'engager à respecter des principes de saine gestion et à les supporter auprès de la communauté universitaire si, des ressources nouvelles étant rendues disponibles, celles-ci devraient servir à aider des universités qui par choix ou par manque de capacité d'adaptation, n'ont pas adopté la même attitude au moment où l'État lui-même réclamait ce genre d'effort.

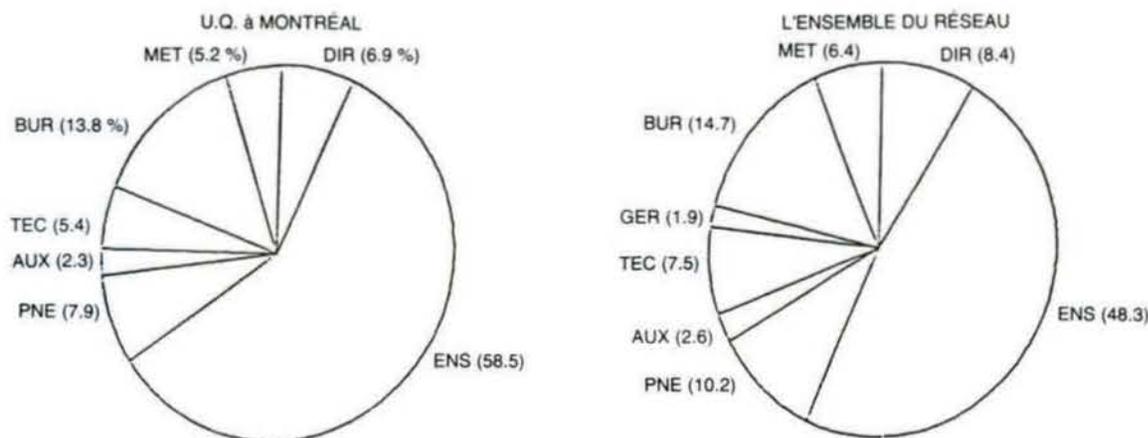
L'UQAM aborde la prochaine décennie avec la volonté ferme de consolider et accroître ses études de 2e et 3e cycles et ses fonctions de recherche. À ce plan, elle a donné des preuves d'efficacité: 4 nouveaux doctorats et 4 nouvelles maîtrises depuis deux ans (chacun de ces programmes ayant dû recevoir l'accord du Conseil des universités); accroissement des fonds de recherche de 5.9 millions (en 1983-84) à 10.5 millions (en 1985-86) dans un établissement où il n'y a ni médecine, ni sciences de la santé, ni génie, ni pharmacie, ni art dentaire, etc. Du financement qu'elle recevra, dépendront, en grande partie, les résultats à long terme qu'elle pourra obtenir à ces chapitres. Le refus d'un tel financement équivaldrait à réduire ses missions à celle de l'enseignement au premier cycle avec quelques percées aux études supérieures et en recherche, alors que l'UQAM a déjà dépassé ce stade. Ce serait rendre un bien mauvais service au Québec.



Taux de scolarisation universitaire, en %

Le chemin à parcourir - tel que mesuré par le taux relatif de scolarisation universitaire du Québec - demeure très important. Cela est particulièrement le cas en ce qui touche les études 2^e et 3^e cycles et la recherche.

RÉPARTITION DES MASSES SALARIALES EN 1984-85



Source: MESS, personnel et masses salariales dans les universités du Québec 1980-81 à 1984-85, 1986

Colloque le 29 avril

Regard critique sur 25 ans de gestion des documents administratifs au Québec

Au Québec, l'intérêt pour la gestion des documents administratifs, ne remonte qu'aux années 60. Avant, il s'en faisait bien sûr, mais pas d'une manière systématique, comme le note Michel Roberge, professeur au certificat en gestion des documents et des archives.

Pour souligner ce quart de siècle 1962-1987 de gestion de documents administratifs, un colloque est organisé en collaboration avec Michel Roberge, les Archives nationales du Québec, et les quatre associations suivantes:

- l'American Records Managers Administrators (ARMA - Section de Montréal);
- l'Association des archivistes du Québec;
- l'Association québécoise des archivistes médicales;
- l'Association des diplômés en gestion des documents administratifs et des archives de l'UQAM.

Le colloque a lieu à l'UQAM, le 29 avril. On y attend près de 250 personnes des milieux publics, para-publics et privés. Les organismes et associations participantes font, chacun de leur côté, de l'information à cet égard. À noter que les pré-inscriptions prennent fin le 10 avril (25\$ pour les professionnels et 10\$ pour les étudiants).

Trois volets

Au programme de la journée, trois blocs de discussion. Le pre-



M. Michel Roberge.

mier a trait à la formation technique, professionnelle et continue. Le deuxième examine la gestion des documents administratifs dans les divers milieux. Un troisième bloc se penche sur les questions de protection des documents administratifs et des renseignements personnels.

Chaque bloc d'ateliers est suivi d'une courte plénière; celle de fin de journée est animée par des diplômés de l'UQAM qui débatteront, entre autres, d'évolution dans la formation, d'adéquation avec le marché du travail, etc...

Une trentaine de conférenciers participeront aux assises, dont M. Pierre Gratton, responsable du contrôle de l'information et de la sécurité informatique au service de police de la CUM. M. Gratton traitera du «rôle de la gestion des documents administratifs (GDA), dans la protection de l'information administrative en 1987». De son côté, M. Jean-Pierre Lemasson, membre du

Groupe de recherche informatique et droit de l'UQAM, parlera du rôle de la GDA dans la protection des renseignements personnels, en 1987

Lancement de deux publications

Au cocktail de fermeture, en présence du recteur, M. Corbo et de la vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, Mme Lefebvre-Pinard, deux publications seront lancées. L'une porte sur une enquête menée par l'ARMA et Mme Monique Lefebvre-Poulin, auprès de 4 000 organismes publics, relativement à la gestion des documents. La deuxième publication, signée Michel Roberge, fait état de l'expertise québécoise en gestion des documents administratifs. C'est une bibliographie thématique et chronologique qui va de 1962 à 1987. Pourquoi cette date-pivot 1962? M. Roberge situe à cette époque les premiers pas vers une gestion systématique des documents administratifs. Et ce serait l'Hydro-Québec qui aurait été pionnière en ce domaine.

Soulignons, enfin, que le certificat en gestion des documents et des archives (rattaché au module d'histoire), a été créé en 1983. Depuis, plus de 100 étudiants en sont sortis avec un diplôme en poche.

Pour toute information touchant le colloque, on rejoint M. Roberge au 282-7760.

Colloque

Un sujet neuf: la douance

Quatre organismes ont uni leurs efforts pour organiser «Douance 87», un colloque de deux jours, les 1^{er} et 2 mai prochains, où sont invités non seulement les intervenants auprès d'élèves doués et talentueux, mais aussi tous les éducateurs du Québec, sans oublier les enfants et les adolescents doués eux-mêmes.

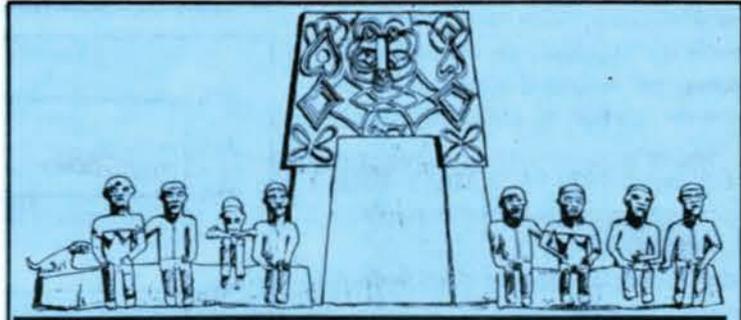
Ces partenaires d'occasion sont la Commission des écoles catholiques de Montréal, (CÉCM) et la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal, deux pionnières dans le domaine des services aux élèves doués; Douance Québec, une association de promotion des services aux jeunes doués et le ministère de l'Éducation, dont le rôle reconnu en est un de soutien aux commissions scolaires pour l'adaptation de leurs services aux besoins particuliers de ce type de clientèle.

Dans la présentation du programme, M. Georges Ouellet de la CÉCM qui préside le comité organisateur s'associe aux spécialistes pour reconnaître, entre autres domaines de douance*, le développement intellectuel, la créativité, le talent artistique, les habiletés psychomotrices et le leadership. En termes de moyens d'intervention, il cite différentes formules de service qui se sont organisées au Québec: le plan d'intervention personnalisée, le mentorat, les services intra-classe, la classe ressource et le regroupement. Les divers ateliers qui seront présentés feront le point sur ces pratiques et réflexions.

Par ailleurs, précise M. Ouellet, le colloque veut aller plus loin en soulevant ces questions fondamentales lorsque l'on parle de douance: Est-ce une priorité? Est-ce de l'élitisme?

Parrainé par la famille de la formation des maîtres, «Douance 87» se déroulera au pavillon Lafontaine et à l'école Le Plateau de la CÉCM. La conférence d'ouverture sera prononcée par Maurice Morand, directeur général des programmes au ministère de l'Éducation. M. Morand présentera une vue d'ensemble des services éducatifs adaptés qui ont pris forme dans le milieu scolaire québécois, suite au document d'orientation que le ministère a publié en octobre 85, «Les élèves doués et talentueux à l'école: état et développement».

*Le mot douance est un néologisme québécois créé en 1980 lors du quatrième congrès mondial sur l'enfance douée qui s'est déroulé à Montréal. Il désigne à la fois le fait d'être doué et le domaine de connaissances rattaché à l'éducation des personnes douées ou talentueuses.



Graphisme: Jackie Epaies

Colloque international

L'UQAM sur la carte de la linguistique africaniste

Au 17^e colloque international de linguistique africaniste, qui se tiendra à l'UQAM du 23 au 26 avril, on compte sur la venue de quelque deux-cent-cinquante participants des quatre coins du globe. Une vingtaine de pays africains seront représentés, plusieurs pays d'Europe, les États-Unis, les Caraïbes, l'Australie, le Canada...

Mme Laurie Tuller, co-responsable de la rencontre, estime que ce colloque est le plus important au monde. Il constitue, dit-elle, l'un des rares contacts - sinon le seul - pour la majorité des linguistes africanistes qui travaillent dans un même domaine, tel la phonologie, la syntaxe, la sociolinguistique... ou qui s'intéressent à une même langue ou une même famille de langues (bantoues, tchadiques, etc.).

Près de 150 communications seront présentées au colloque, toutes suivies d'une courte période de questions. C'est dire que les participants auront du pain sur la planche et, peu de temps à consacrer au tourisme. Pourtant, Mme Tuller croit que tous devraient prendre quelques moments pour «goûter au printemps québécois». Elle souligne que Montréal est une ville que les étrangers aiment beaucoup «pour son caractère bilingue et le charme de ses habitants».

Le colloque a lieu à Montréal - et à l'UQAM - pour la deuxième fois. Jamais, il ne s'est tenu ailleurs au Canada. Mme Tuller souligne qu'en 1982, ce fut un immense succès. «Depuis lors, ajoute-t-elle, les linguistes ont demandé à revenir au Québec. Voilà qui est une chance pour l'UQAM et un réel honneur».

Participation étudiante

En 1982, le colloque avait fait découvrir le jeune Groupe de recherche en linguistique africaniste de l'UQAM¹, et il avait permis d'en apprécier le dynamisme, la cohésion et la

qualité des travaux. En 1987, croit Mme Tuller, le colloque pourra mesurer le chemin parcouru depuis cinq ans par le Groupe de chercheurs (plus d'une vingtaine de personnes), aujourd'hui définitivement installé sur la carte de la linguistique africaniste.

Pour les étudiants de l'UQAM, ce sera, note la chercheuse, une occasion unique de participer de façon active à un colloque; ils pourront y acquérir une expérience dans l'organisation d'assises internationales; ils échangeront avec des chercheurs de renom... Les deux co-responsables (Mme Tuller et Mme Isabelle Haik), sont d'ailleurs entourées d'étudiants-chercheurs au comité organisateur.

Soulignons qu'outre le Groupe de recherche en linguistique africaniste, un autre rassemblement de chercheurs de l'UQAM prendra part au colloque: le Groupe de recherche en créole haïtien, dirigé par Mme Claire Lefebvre.

On prévoit, comme cela a été le cas en 1982, de publier les Actes du colloque, dans la collection «Publications in African Languages and Linguistics», de la maison d'édition Foris. Les communications y sont consignées dans la langue où elles ont été données, soit en français ou en anglais.

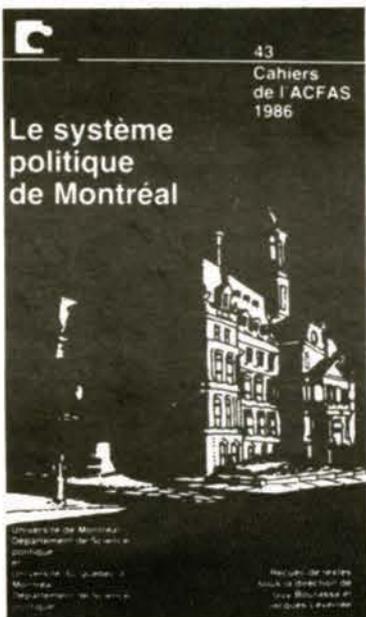
Les inscriptions au 17^e colloque en linguistique africaniste se tiendront le soir du 23 avril. Le coût est de 30\$, ou 15\$ pour les étudiants, y compris un banquet africain dans un resto du Vieux-Montréal.

On rejoint les responsables au 282-4159. Les locaux du Groupe de recherche sont au 5^e étage du pavillon Sainte-Catherine.

(1) Le colloque de 1982 avait été organisé par les chercheurs A. Dugas, J. Kaye, D. Sportiche et H. Hoopman.

Actuellement, le Groupe est formé de Mmes Tuller, Kaik, Jean Lowenstamm, Jonathan Kaye, Mohamed Guerssel et d'une vingtaine d'assistants de recherche.

PARUTIONS



Le système politique de Montréal

Afin de remédier à la pénurie d'ouvrages d'ensemble sur Montréal, deux professeurs en science politique, MM. Jacques Léveillé (UQAM) et Guy Bourassa (U.deM.) ont dirigé la publication d'un collectif paru récemment dans la collection des Cahiers de l'Acfas. Le titre: *Le système politique montréalais*.

Selon les auteurs, il devenait urgent de combler cette lacune. L'importance historique de Montréal au Québec et au Canada, son poids démographique, son impact sur l'émergence de mouvements socio-politiques et culturels de grande envergure, la récente prise de conscience du poids des institutions municipales: autant de réalités justifient la confection de ce dossier.

Celui-ci devait permettre de faire mieux connaître Montréal, tant à des fins pédagogiques que dans une perspective d'action. L'ouvrage s'adresse donc non seulement aux chercheurs, administrateurs et observateurs de la science politique, mais également à tout citoyen soucieux de connaître le système dans lequel il vit afin d'y jouer un rôle plus actif.

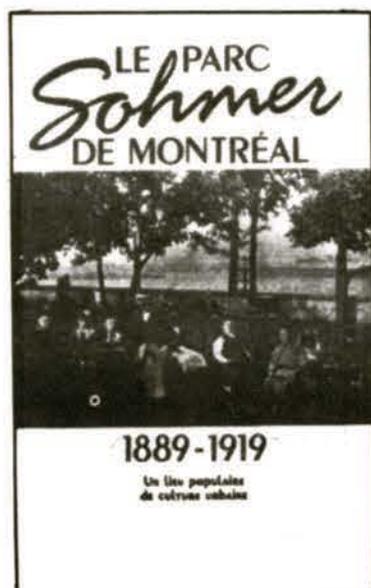
Outre les co-directeurs de ce collectif, une quinzaine de collaborateurs ont abordé diverses facettes du système politique montréalais. Leurs textes ont été regroupés en six grands chapitres: Aperçus historiques; Les structures politiques et administratives de la ville de Montréal (1984); Les structures politiques de la Communauté urbaine de Montréal; Les forces politiques; Les enjeux du débat politique montréalais; Stratégies et perspectives d'avenir.

L'ouvrage, qui compte une trentaine de textes au total et quelque 600 pages, est disponible aux Presses de l'Université du Québec (1-800-463-4799) et à l'Acfas (342-1411).

Le Parc Sohmer de Montréal

Si les historiens Raymond Montpetit de l'UQAM (département d'histoire de l'art et vicedoyen de la famille des arts) et Yvan Lamonde (prof d'histoire à McGill) ont décidé de publier une monographie du Parc Sohmer c'est parce qu'ils croient, écrivent-ils en avant-propos, que ce lieu important de culture urbaine qui a existé de 1889 à 1919, nous apprend quelque chose du Montréal de la fin du 19e siècle et de ses habitants, de leurs relations aux idéologies, aux formes culturelles, aux autorités, au travail et à l'industrialisation, à la ville, aux loisirs, à l'étranger et à eux-mêmes.

Jadis situé à l'intersection des rues Notre-Dame et Panet, ouvert sur le fleuve, le Parc Sohmer fut pendant 30 ans un lieu de divertissement populaire de type café-concert et parc d'amusement fort fréquenté par la population francophone, majoritairement établie dans l'est



de la ville. Des millions de visiteurs profitant du plein air ont applaudi, une bière légère à la main, un nouveau genre de variétés propre à la ville, que l'on retrouvait déjà en Europe, aux États-Unis et dans plusieurs tableaux impressionnistes de Renoir ou de Manet.

L'ouvrage publié par l'Institut québécois de recherche sur la culture, commence par situer le Parc Sohmer dans la tradition internationale des parcs musicaux

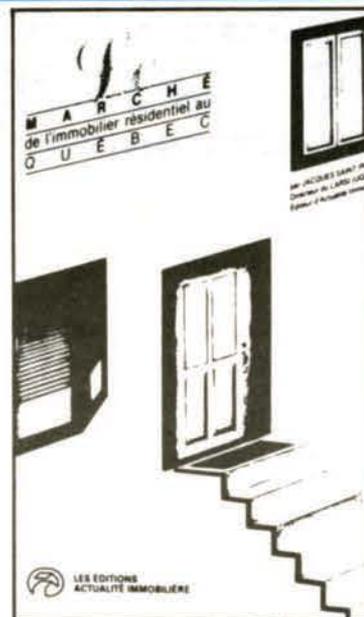
et dans le contexte des lieux de loisir montréalais. Le chapitre un fait ensuite le point sur le quartier et l'emplacement retenus et sur le promoteur de l'entreprise, le musicien Ernest Lavigne. Le second chapitre présente une description des aménagements et des équipements du parc. Le troisième chapitre montre comment, dès les premières saisons, la musique sera forcée de partager l'affiche avec des attractions variées, surtout après l'ouverture de lieux concurrents. Le chapitre quatre présente la gamme des attractions au programme. Et enfin, le cinquième chapitre analyse comment les stratégies publicitaires du parc cherchent à s'assurer la fréquentation de différentes clientèles cibles.

Un guide pratique en immobilier

De format pratique et de consultation facile, le guide «Le marché de l'immobilier résidentiel au Québec» (aux éditions Actualité immobilière, UQAM, 1986) est publié sous la direction de M. Jacques Saint-Pierre, président du Conseil canadien de l'habitation (Québec) et directeur du Laboratoire de recherche en sciences immobilières (LAR-SI).

Comment se présentent les plus tendances du marché résidentiel? Quels sont les facteurs démographiques et sociologiques qui influencent ce marché? Dans quel sens évoluent présentement les styles de vie et la consommation? Veut-on connaître en profondeur les motivations d'achat-vente de logements au Québec? Dossier de référence autant qu'outil de support, ce guide permet une consultation à jour et sous la main de tout ce que les experts immobiliers veulent savoir en tout temps, qu'il s'agisse du courtier en immeubles, de l'évaluateur agréé, de l'administrateur d'immeubles, du conseiller immobilier, tout comme du gestionnaire public, du constructeur, de l'entrepreneur, de l'architecte, du notaire et de l'avocat, sans oublier le consommateur.

Le livre, abondamment illustré de graphiques et de tableaux, ne comporte cependant pas de chapitres mais plutôt des sections qui regroupent chiffres et données sur un sujet précis, le marché du condominium, par exemple. Il permet la consultation ponctuelle, immédiate, sans exiger de lecture continue. Les grands thèmes, regroupés par sections, se répartissent comme



suit: La construction neuve: les nouvelles orientations. Les prix, l'évolution économique, le financement. Les comportements du consommateur, les styles de vie. Le marché du condominium: les produits et les clientèles. Le parc résidentiel et futur: tendances; Groupes particuliers, besoins particuliers, solutions adaptées. Au total, une vue d'ensemble du marché résidentiel.

La formation du gardien de but



Annoncé en page couverture par un tableau intitulé «Jacques, l'invincible cerbère», oeuvre de Normand Hudon, l'imposant ouvrage «La formation du gardien de but: développement et entraînement» (chez Gaëtan Morin éditeur, Chicoutimi, 1986), est dédié aux entraîneurs, aux gardiens de but, de même qu'aux amateurs de hockey. Les auteurs, MM. Yves Giguère et

Christian Pelchat ne sont pas les premiers venus dans ce domaine puisque le premier, diplômé de l'UQAM en éducation physique, s'est intéressé de près dans ses travaux à la problématique du gardien de but, tandis que le second, professeur-chercheur au département de kinanthropologie, a consacré plus d'une quinzaine d'années à l'étude et à l'enseignement du hockey à divers titres, notamment par des séjours en URSS et en Tchécoslovaquie.

Les auteurs envisagent d'abord la tâche du gardien de but dans ce qu'elle comporte d'original et de particulier. Après une analyse détaillée, MM. Giguère et Pelchat proposent une méthode de développement. Ils relèvent l'ensemble des éléments nécessaires à sa réalisation et identifient des situations de développement dans le processus d'une planification d'entraînement à court et à long terme.

De nombreux croquis, schémas, tableaux et photos émaillent un texte à la présentation bien aérée, de manière à rendre la matière vivante, qu'il s'agisse des étapes de développement, des techniques et tactiques de fond, de la préparation physique ou de l'entraînement lui-même.

Des séries d'exercices sur glace et hors glace sont proposées. Un glossaire, une bibliographie et un index complètent l'ouvrage. Disponible à COOP.

Bulletin de l'EDAQ

La sixième livraison du Bulletin de l'EDAQ, no 6, février 87, contient une mise à jour (pour l'année 85) de la bibliographie de Hubert Aquin publiée dans le no 7 de la Revue d'histoire littéraire du Québec et du Canada-français. On y trouve également une liste des «lettres à retrouver» que le traitement de la correspondance d'Aquin a permis aux chercheurs d'identifier. Pour l'obtenir, il faut s'adresser au département d'études littéraires.

CENTRE DENTAIRE GINETTE MARTIN

Dr Ginette Martin, B.A., B.Sc., D.M.D.
Chirurgienne Dentiste

SERVICE D'URGENCE

1037 St-Denis, bureau 203, Mtl
Métro Champs de Mars 284-1975

PARUTIONS

YVON HOULE

LES CONTRÔLES COMPTABLES ET LA VÉRIFICATION

en milieu INFORMATIQUE



LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Quels contrôles retrouve-t-on en milieu informatique? Comment dans pareil contexte réaliser une vérification étape par étape? Comment évaluer les contrôles comptables informatiques?

C'est sous un éclairage essentiellement pratique qu'a été réalisé l'ouvrage «Les contrôles comptables et la vérification en milieu informatique» (aux Pres-

ses de l'Université Laval, Québec, 1986) par M. Yvon Houle, directeur du programme de maîtrise en sciences comptables. Comme il existe peu de traités en français dans ce domaine, le livre de M. Houle vient à point nommé combler une lacune. Dans la préparation, l'auteur a eu d'étroits contacts avec des praticiens, et de la comptabilité, et de l'informatique. D'où une approche directe, concrète et simple, qui présente l'essentiel des contrôles en milieu informatique.

Le livre est destiné aux étudiants des cégeps et universités qui s'orientent vers la gestion et les sciences comptables. Il est également utile aux experts-comptables, qu'ils soient vérificateurs externes, consultants ou encore, vérificateurs internes, contrôleurs.

L'ouvrage se divise en quatre chapitres: les effets de l'ordinateur sur les contrôles et la vérification; les contrôles généraux; les contrôles sur les applications; les particularités de la réalisation

d'une mission de vérification en milieu informatique. L'ouvrage se termine par une bibliographie de référence à jour, un lexique des termes les plus usuels avec leurs équivalents anglais, ainsi que des annexes: informatiques générales - environnement informatique et modèles de questionnaires. Disponible à la COOP.

Impact des solvants sur la santé

Les solvants comptent parmi les agresseurs les plus sérieux des milieux de travail, mais leur impact sur la santé des gens est peu connu, et le nombre des personnes touchées encore grandement sous-estimé. Pour faire la lumière sur la question, un document paraissait récemment, conjointement produit par la professeure Donna Mergler (professeure en sciences biologiques) et Serge Simoneau (coordonnateur au service à la collectivité de l'UQAM).

Les solvants en milieu de travail a été produit dans le cadre du Protocole d'entente UQAM-CSN-FTQ. D'abord rédigé à l'intention des travailleurs-euses préoccupés-es par les problèmes en milieu de travail, le document vise aussi à sensibiliser tout-e intervenant-e que cette question des solvants intéresse.



Le document est divisé en sept chapitres, coiffés des titres suivants:

- qu'est-ce qu'un solvant;
- les effets de solvants sur la santé;
- identifier les solvants;
- la mesure des solvants;
- l'élimination des risques;
- la protection personnelle;
- les solvants et la réglementation.

S'ajoute à ce noyau d'information, un inventaire de 130 solvants organiques parmi les plus couramment utilisés, et un inventaire des effets de ces solvants sur la santé.

De facture simple et de lecture facile, ce document, notent les auteurs-es, a été rodé et enrichi au cours de nombreuses sessions de formation auprès de personnes en contact quotidien avec des solvants.

Pour toute information, on contacte le secrétariat du service à la collectivité de l'Université (282-3177).

L'Univers des couventines, de 1840 à 1960



La sortie, à l'automne, du livre *Les couventines* est malheureusement passé sous silence au journal l'uqam. Co-publié par Nadia Fahmy-Eid, professeure en histoire à l'UQAM, et Micheline Dumont, de l'Université de Sherbrooke, l'ouvrage traite de l'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes, de 1840 à 1960.

Vu l'étendue de la recherche - un domaine où tout était à faire - les auteures ont dû établir un échantillon, donnant la préférence aux congrégations qui affichaient les nombres les plus élevés d'effectifs enseignants et d'institutions, et tenant compte de la situation géographique (centres urbains importants et couvents en périphérie). Mmes Eid et Dumont ont eu accès aux fonds d'archives d'une quinzaine de congrégations, ce qui leur a permis d'élaborer une vision d'ensemble significative, sinon exhaustive.

L'ouvrage, paru chez Boréal, se divise en six grandes sections. La première place trace une vue globale qui situe les couventines dans le cadre du système scolaire québécois; les deux chapitres suivants portent sur l'éducation et l'instruction. Le discours éducatif est ensuite analysé puis, les auteures se penchent sur la clientèle couventine et les amicales d'anciennes. Une dernière section touchent aux institutions et aux congrégations. S'ajoutent enfin, des entrevues (témoignages ou «souvenirs du pensionnat») qui apportent une touche personnelle à l'étude.

«Les couventines» s'adresse non seulement à celles qui ont connu le pensionnat et les *bonnes soeurs*, mais à tous ceux et celles «qui veulent découvrir une facette fondamentale du passé québécois». Les auteures rappellent à cet égard que jusque dans les années soixante, les pensionnats dirigés par les communautés religieuses étaient pour ainsi dire

le seul lieu où les jeunes filles pouvaient acquérir une formation académique d'un certain calibre.

Actes de colloque

Tenu dans le cadre de l'Année internationale de la Jeunesse (1985), le colloque «Jeunesse et sexualité» se voulait un *carrefour d'échanges d'idées, de résultats de recherches et de bilans d'intervention*. La question principale qui se posait: Les jeunes d'aujourd'hui, du point de vue de la sexualité, sont-ils différents de ceux des années 60 et 70? D'un autre côté, les modes d'intervention ont-ils changé? qu'a-t-on fait pour faciliter le bien-être sexuel de la jeunesse?

Pour les organisateurs du colloque, MM. Lévy, Dupras et Cohen, du département de sexe, ce fut une occasion privilégiée de réévaluer les concepts et les pratiques touchant à la sexualité des jeunes. D'ailleurs, le sommaire de l'ouvrage fait bien ressortir les multiples dimensions



abordées lors du colloque; on y voit un nombre impressionnant d'intervenants oeuvrant dans divers milieux.

L'ouvrage présente les communications et les interventions dans l'ordre où elles se sont déroulées. Dans la première partie sont rassemblés les textes portant sur les attitudes et les comportements sexuels. Une deuxième partie regroupe les communications, les essais et les recherches sur la sociabilisation et les valeurs sexuelles. Le troisième chapitre réunit les exposés sur la violence et les abus sexuels alors que la quatrième partie traite de contraception et de maladies transmises sexuellement. Enfin, est abordé le problème des expériences pratiques en éducation sexuelle et en relation d'aide.

Publiés sous la direction des professeurs plus haut nommés, les Actes du colloque «Jeunesse et sexualité» sont parus aux éditions IRIS. C'est un ouvrage qui fait plus de 600 pages.



PRÊTS AUX ÉTUDIANTS ENTREPRENEURS

Voulez-vous devenir votre propre patron?

Si vous ne manquez pas d'idées quant aux entreprises que vous pourriez lancer cet été, mais que vous manquez de fonds pour pouvoir mettre ces idées à exécution, vous êtes probablement un candidat idéal pour un prêt pour étudiants entrepreneurs.

Si vous fréquentez un établissement d'enseignement à temps plein et que vous comptez reprendre vos études à l'automne et si vous êtes légalement autorisé à travailler au Canada, vous êtes admissible à ce programme.

Pour en savoir plus long, adressez-vous à l'un des Centres d'emploi du Canada ou à l'un des Centres d'emploi du Canada pour étudiants, à n'importe quelle succursale de la Banque Royale du Canada, aux succursales québécoises de la Banque Nationale du Canada et aux succursales de la Banque fédérale de développement.

Vous pouvez aussi nous téléphoner sans frais au 1-800-361-2126.

Défi 87

BANQUE NATIONALE NATIONAL BANK

BANQUE ROYALE ROYAL BANK

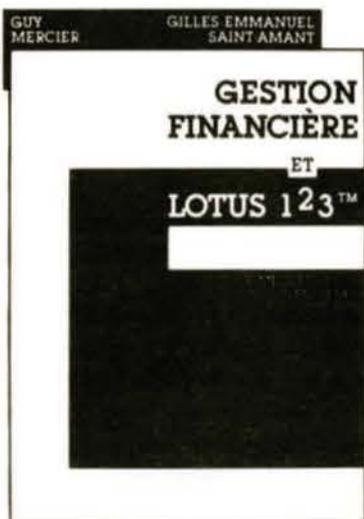
Employ et Immigration Canada Employment and Immigration Canada

Banque fédérale de développement Federal Business Development Bank

Canada

PARUTIONS

Pour de meilleures décisions financières



Dans la collection déjà fort cotée «Gestion informatisée», que dirige M. Gilles-Emmanuel Saint-Amant, a été publié le livre «Gestion financière et LOTUS 123™ (aux Éditions G. Vermette, Boucherville, et aux Éditions d'organisation-Éditions hommes et techniques, Paris, 1986) par MM. Guy Mercier, professeur-chercheur en finance au département de sciences administratives, et Gilles-Emmanuel Saint-Amant, professeur-chercheur en management et en système d'information de gestion, également de sciences administratives.

Apprendre, pratiquer, développer les applications financières, voilà, dans l'esprit des auteurs, à quoi sert ce manuel. Apprendre donc, de manière autonome et à son rythme personnel, sur micro-ordinateur, diverses applications de LOTUS 123 à la finance, puis pratiquer à l'aide d'exemples très documentés tout en développant ses propres applications financières.

Au plan opérationnel, LOTUS 123 permet de structurer plus vite et plus facilement des données financières sous forme de tableaux; de traiter plus rapidement maints calculs que requièrent certains modèles financiers, et de présenter de façon plus claire et plus expéditive des résultats sous forme de tableaux et graphiques. Au plan décisionnel, LOTUS 123 permet une simulation rapide de diverses situations et stratégies financières, tout élaguant de longs et pénibles calculs à l'aide d'une calculatrice.

Le livre est destiné aux professeurs de finance qui désirent former leurs étudiants à l'emploi

d'un logiciel permettant d'intégrer la résolution de problèmes financiers et les nouveaux outils en micro-informatique. Il s'adresse aussi aux étudiants, soucieux de consacrer moins de temps aux calculs et davantage à la réflexion et à l'analyse de problèmes complexes, tout en simplifiant la présentation des travaux. Enfin, l'ouvrage rejoint les préoccupations courantes des praticiens: formateurs d'entreprise, gestionnaires, et autres professionnels concernés par les décisions financières. Une disquette portant les applications financières du livre est jointe à celui-ci.

La recherche-action



- ses fonctions
- ses fondements
- son instrumentation

Ce livre, publié aux Presses de l'Université du Québec, tente de répondre aux nombreuses questions que soulève la recherche-action, même dans les milieux où on lui fait un bon accueil.

La recherche-action peut-elle être scientifique? Possède-t-elle des méthodes de recherche qui lui sont particulières? Qu'est-ce qui la distingue des autres types de recherche?

Après avoir fait un bref historique des origines de la recherche-action, après avoir identifié ses principaux lieux d'émergence, soit les milieux d'activités humaines et les sciences humaines, les auteurs ont été rapidement confrontés à la diversité de ses définitions, de ses conceptions, de ses pratiques et des typologies qui tentent d'ordonner cette complexité. Pour mettre un certain ordre dans cette diversité, ils ont regroupé les don-

nées autour de trois grands thèmes: les finalités et fonctions de la recherche-action, les fondements de la recherche-action et l'instrumentation en recherche-action.

L'ouvrage comprend une analyse des pratiques de la recherche-action qui permettra au lecteur de concilier des conceptions apparemment contradictoires et de situer chaque tendance par rapport à une conception humaine. Ces pratiques proviennent de divers champs d'études et d'intervention: éducation, psychosociologie, communication, etc.

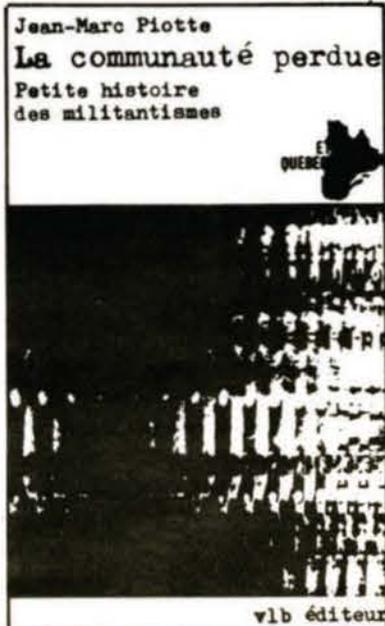
Deux personnes signent ce livre, Gabriel Goyette, professeur au département des sciences de l'éducation et Michelle Lessard-Hébert, enseignante en adaptation scolaire. Mme Lessard-Hébert détient une maîtrise en éducation de l'UQAM.

La grande mouvance socio-culturelle du Québec des années 1960-70

Dans son récent ouvrage, *La communauté perdue*, Jean-Marc Piotte propose une analyse du militantisme québécois des années soixante et soixante-dix, en prenant appui sur des «récits de vie».

Vingt-six militants et militantes ont été interviewés par l'auteur. Ce sont des représentants des deux sexes et de diverses tendances: Parti Québécois, organisations féministes, mouvement socio-culturel, Front de libération du Québec, syndicalisme de combat, groupes populaires, P.C.O., En Lutte, etc.

Piotte a reposé, avec ces militants, les questions d'émergence des mouvements sociaux, d'appartenance à divers types de militantismes. Les questions, aussi, de pouvoir au sein des organisations, des plaisirs, des espoirs... de la rupture. Il note que



la plupart sont désenchantés. «Ayant poursuivi le rêve d'un changement radical de société, ils jugent leur passé à l'aune de leur échec, de leur rupture avec le militantisme vécue comme une peine d'amour...»

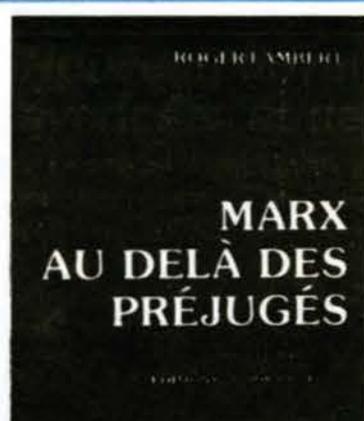
L'auteur, pour sa part, a une vue moins négative des choses. Le Québec des années de la grande mouvance socio-culturelle, a connu des progrès appréciables, estime-t-il. Il s'est ouvert au monde, il a renforcé ses pouvoirs face à Ottawa. Du côté des mesures sociales des gains ont été obtenus (assurance-hospitalisation, assurance-santé, réforme du système d'éducation, gratuité scolaire jusqu'à l'université)... les groupes populaires se sont multipliés, les femmes ont gagné en liberté. «Ces transformations n'auraient pas eu la même ampleur ni la même profondeur si des milliers de militants, par leur radicalisme et leur activisme, n'avaient pas cherché à pousser le peuple québécois au-delà de ses limites».

Mais, ajoute Piotte, ce temps est révolu. «Nous n'aurons plus jamais vingt ans... il faut envisager l'avenir... nous situer dans la présente période avec un sens de la continuité au lieu de nous y engourdir...»

«La communauté perdue / Petite histoire des militantismes», est parue chez vlb éditeur. Jean-Marc Piotte est professeur en science politique de l'UQAM.

Marx: un éclairage neuf

Sur la jaquette de l'ouvrage de Roger Lambert, il est souligné que *Marx au-delà des préjugés* s'adresse à un large public. «Non seulement aux personnes séduites par la vigueur et l'originalité de la pensée de Marx,



mais encore à toutes celles qui s'interrogent sur le sens et les implications de la vie en société».

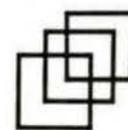
M. Lambert rappelle ainsi que les écrits de Marx, bien qu'ils aient une incidence révolutionnaire et qu'ils préconisent une refonte radicale de nos institutions, n'en sont pas moins, de par leur principal contenu, l'exposé d'une analyse raffinée de la vie sociale sous ses divers aspects, économique, politique, juridique et culturel.

Plus précisément, l'ouvrage de M. Lambert « vise à dégager certaines connaissances élémentaires qui, rassemblées en une nouvelle approche, projettent un éclairage particulier sur la valeur et la portée de la théorie de Marx, et par le fait même permettent une meilleure compréhension de ce qui distingue les formes sociales des pays de l'Ouest et celles des pays de l'Est.»

L'ouvrage se divise en trois parties:

- la méthode;
- la théorie du matérialisme historique comme savoir analytique et dialectique;
- points controversés et implications de cette théorie.

Publié aux éditions du Bien public, l'ouvrage est signé d'un professeur du département de philo de l'UQAM.



La Fondation de l'Université
du Québec à Montréal

BOURSES D'EXCELLENCE 87-88 152 000\$

1er CYCLE
35 bourses de 500\$
9 bourses de 1 000\$

2e CYCLE
12 bourses de 3 000\$
3 bourses de 2 500\$
2 bourses de 1 500\$
1 bourse de 500\$

3e CYCLE
11 bourses de 5 000\$

POST-DOCTORAT
2 bourses de 12 000\$

DATE LIMITE: Le 24 avril 1987

RENSEIGNEMENTS ET FORMULAIRES:



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Secteur de l'aide financière
Pavillon Hubert-Aquin, Local A-R505
1255, rue Saint-Denis
C.P. 8888, Succursale A
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone: (514) 282-4242



Lors de la signature du protocole entre l'UQAM et l'Agence Vacances-Familles, dans l'ordre: Mme Nicole Mongrain, directrice du bureau de Montréal; M. Marc Laplante, professeur en études urbaines; Mme Marie-Anne Cauchon, directrice des services administratifs; M. Serge Huart, directeur général; M. Philippe Gagnon, administrateur; Mme Florence Junca-Adenot, vice-rectrice à l'administration et aux finances; M. André Boulet, directeur des approvisionnements; M. Jean Grignon, directeur des achats et enfin M. Michel Meilleur, directeur des magasins.

Prêt à partir?

Le protocole entre l'UQAM et Vacances-Familles est signé

Liée par un protocole tout juste signé avec l'Agence de voyages Vacances-Familles, l'Université offre dès aujourd'hui un service touristique économique et de qualité aux divers groupes de la communauté uqamienne.

Retenue entre plusieurs soumissionnaires, l'Agence de voyages Vacances-Familles viendra s'établir sur le campus vers le 12 avril dans un local temporaire, le A-M 920, avant d'aménager définitivement dans les locaux de la Caisse Populaire. Entre temps, on peut s'adresser à la succursale de l'Agence située aux Atriums de la Place Dupuis, 870 de Maisonneuve est; le no de téléphone est 282-9580.

Vacances-Familles, née en 71, est une société sans but lucratif vouée au tourisme social. Fonctionnant selon un modèle participatif, l'organisme compte au delà de 13 000 membres-familles et 200 membres associatifs. On reconnaît à Vacances-Familles une mission éducative accomplie auprès des couches peu favorisées sur le plan économique et de nombreux succès obtenus dans l'organisation de séjours au Québec tout particu-

lièrement. Vacances-Familles fut la première à organiser des vacances dans des fermes et dans d'autres lieux jusqu'alors inaccessibles à des fins d'hébergement familial, tels les institutions religieuses, les installations sportives, les gîtes urbains etc.

Rattachée structurellement au service des magasins, l'Agence Vacances-Familles devra développer une orientation adaptée aux besoins particuliers de la communauté. Son nom d'ailleurs sera modifié à l'Université pour correspondre un peu mieux à sa nouvelle vocation touristique en milieu universitaire. En plus de collaborer étroitement avec Trousse-Voyage, l'Agence favorisera la formation des étudiants du module de gestion et intervention touristiques.

La carte de membre annuelle coûte 30 \$. Le statut de membre, sans être nécessaire pour bénéficier des services de l'Agence, permet une réduction de 2 % ou davantage sur différentes prestations. Intéressant: l'Agence pourra procéder à l'émission des billets d'avion sur place à partir du système informatisé RÉSERVEC.

Les arts dans la Phase II

Une fontaine pour le site Dorchester

Les paramètres du projet d'intégration des arts dans un des deux sites de la Phase II sont maintenant connus. La somme de 87 000\$, établie d'après les normes du 1 %*, sera bientôt offerte à un-e artiste pour l'exécution d'une sculpture-fontaine sur le site Dorchester.

«On demande à un artiste, explique l'architecte Dimitri Dimakopoulos, d'intervenir dans l'esprit d'une oeuvre sculpturale qui reprendrait le thème de l'eau, déjà présent sur le campus. L'artiste aura la collaboration de l'architecte paysagiste et des architectes du projet qui délimiteront précisément la zone de son intervention.»

Selon les plans de l'architecte, la sculpture-fontaine sera localisée à l'extérieur, auprès de l'entrée principale du futur bloc Dorchester. Il faut figurer que le bâtiment nouveau rue Dorchester occupera à peu près la moitié du terrain disponible au sud du campus existant. L'autre moitié (vers l'ouest), envisagée pour une éventuelle Phase III, sera paysagée et intégrera le terrain de jeu de la garderie Mamuse.

C'est en harmonie avec ce paysage extérieur que l'on devra voir s'élever la sculpture-fontaine. Celle-ci devra également bien s'intégrer à la personnalité architecturale du site. Grâce à une fenestration assez large, la fontaine sera perceptible de l'intérieur du bâtiment, au niveau du passage reliant la Phase I à la Phase II.

Côté budget, l'artiste est entièrement responsable de l'enveloppe mise à sa disposition. Il doit planifier son intervention de façon à respecter le pourcentage calculé par le ministère. Toute décision ayant un impact sur l'architecture environnante doit être défrayée à même le budget global de l'oeuvre.

Le concours

Le concours est réservé aux sculpteurs et sculptrices de la grande région de Montréal inscrits au fichier du MAC (une centaine de noms). Le 6 avril, soit la journée où est paru ce numéro de l'«uqam», a marqué une première étape déterminante. Comme l'exige la procédure, un jury du ministère a choisi les

trois candidats retenus pour le concours. Les concurrents présentent présentement une proposition qu'ils iront défendre au ministère vers la fin du mois de mai environ. Le gagnant pourrait alors être proclamé début juin.

Le site Athanase-David

Divisée en deux sites autonomes sur le plan des échanciers, la Phase II a également été découpée en deux projets d'intégration des arts. Comme l'emplacement Athanase-David coûtera presque le double du Dorchester, le montant qui sera consacré à l'intégration d'une oeuvre d'art à cet endroit avoisnera à peu près 140 000\$. À ce stade-ci de l'évolution du projet pour ce site, le comité interne et l'architecte analysent certaines propositions dont nous connaissons la teneur ultérieurement. Le directeur de la Phase II, M. Jean Roy a toutefois indiqué que le deuxième concours fera appel à d'autres disciplines artistiques.

* Programme gouvernemental d'intégration des arts à l'architecture, sous la responsabilité du ministère des Affaires culturelles (MAC).

Spectacles de danse

«Aguazul» et «Brouhaha»

En plus du spectacle de danse «Zénith» qui a été présenté au début d'avril, deux finissantes en danse, Ginette Ferland et Hélène Langevin, présenteront respectivement leur plus récente pièce «Aguazul» et «Brouhaha» les 9, 10 et 11 avril à 20h30, le 10 avril à 13h30 et le 11 avril à 16h à la salle Marie-Gérin-Lajoie.

«Aguazul», chorégraphie de Ginette Ferland, met en scène la sirène: créature étrange, à la fois candide et monstueuse, femme et poisson. Symbole de séduction mortelle et de passion déchirante, elle représente à la fois la vie et la mort. La musique originale est de Paul Hébert, bachelier en art dramatique et compositeur, qui a collaboré à plusieurs performances au cours des dernières années, dont «Timber» et «Up the Wall» de la compagnie O VERTIGO.

Pour sa part, Hélène Langevin a signé la chorégraphie de «Brouhaha». Abordant un univers différent, elle présentera une composition dynamique jouant sur l'hétéroclite: un échafaudage et cinq danseuses accrochées, propulsées et suspendues dans des espaces découpés.

Avant tout une création où le mouvement et l'énergie prennent place à l'intérieur d'une géométrie à habiter. La musique originale est du compositeur new-yorkais Bruce Darby qui travaille dans le domaine de la perfor-

mance multimédia (environnement sonore, vidéo, film, danse).

Les deux pièces sont produites et interprétées par des étudiants et des étudiantes de l'UQAM. L'entrée est libre.

À tous les profs

Venez corriger votre sobriété dans l'atmosphère particulière de la Signature.

Une «chaire» vous est réservée...

Donnez vos notes et nous vous donnerons la nôtre.



Danse
Bar
Rencontre
Heure
joyeuse
tous les
jours

Gilles Russo
845-6639

1567, rue Saint-Denis,
Montréal H2X 3K3

Prix spéciaux pour vos «party»



Restaurant-Bar
Cuisine française et espagnole
Spécial 3^e anniversaire
Repas complet de 3,25 \$ à 5,50 \$
Toute la journée

1639 St-Hubert, Montréal

523-0053



Repas légers
(Midi)
à partir de 11 h 30

Ambiance chaleureuse
5 à 7 tous les jours

845-1571

1241 rue St-Hubert